

Ce que les Africains attendent de la France et des autres !

L'événement n°180 du 25 janvier 2010 sous le pseudonyme « Sibougo ».

Beaucoup de citoyens français ont été révoltés par les horreurs des guerres civiles en Ouganda, au Soudan, au Kenya, en Côte d'Ivoire, en Sierra Leone, au Libéria, par le génocide au Rwanda et ses répliques dans l'ensemble des pays des Grands Lacs, ont été, plus récemment, choqués de ce qui s'est passé en Guinée le 28 septembre 2009 et jours suivants. Mais dans chacun de ces cas, le citoyen moyen français voit ou regarde ces événements de loin, ne se sentant concerné qu'en tant que consommateur de médias images et sons, sans spontanément s'interroger sur, ou se soucier des liens de cause à effet entre ces événements et les comportements de ses responsables politiques successifs.

Il ne s'agit pas d'éluder ce que la France et les autres ont dit et disent de bien sur l'Afrique, ce que la France et les autres ont fait et font de bien en Afrique. Il ne s'agit pas non plus de responsabiliser, encore moins culpabiliser la France ou les autres sur la situation en Afrique : cette émotion qui « est nègre comme la raison est hellène », ces joyeux fêtards qui n'assimileraient que par les pieds (danse) sont des dires d'Africains célèbres et célébrés comme il se doit. Les pays africains sont tous dirigés par des Africains et ces tueries de manifestants et bien d'autres atrocités sur le continent sont bel et bien, directement, le fait des Africains eux-mêmes.

Il s'agit plutôt, au soir de la 1^{ère} décennie du 21^{ème} siècle, de rappeler les liens confus qui ont existé et existent entre les dirigeants politiques français et la situation en Afrique, et de dire les conséquences négatives pour ce que Français et Africains sont censés avoir en commun : l'humanité et une histoire humaine indissociables, depuis l'esclavage jusqu'aux cadres stratégiques de réduction de la pauvreté, en passant par tout le reste.

En effet...

1 - Au début des années 1990, la France était intervenue au Rwanda pour aider militairement le régime de l'époque (qui sera reconnu plus tard par les Nations Unies, comme génocidaire), contre le Front Patriotique Rwandais (FPR) qui menaçait de prendre le pouvoir par la force. La France réussit ainsi à figer l'avancée du FPR, à faire signer des accords auxquels, on peut le dire maintenant, les protagonistes n'y croyaient guère. Le président rwandais de l'époque ne cherchait qu'un répit pour peaufiner sa "solution finale". On peut raisonnablement penser que si le FPR avait pris le pouvoir dans sa lancée de l'époque, il n'y aurait pas eu de démocratie, certes, mais il n'y aurait probablement pas eu de génocide. Ça aurait été le "moindre pire" pour emprunter l'expression d'humanitaires français ! Finalement, le FPR a pris le pouvoir, le génocide s'est passé et le traumatisme est tel qu'il est impossible d'avoir une gouvernance sereine avant une génération (au moins) et cela, dans toute la Région des Grands Lacs.

2 – Au Niger, en 1998, le général Baré, contredisant ses déclarations d'après putsch de janvier 1996, se présente aux élections présidentielles. Le jour même des élections, il fait démettre la Commission électorale nationale et indépendante pour mettre en place une Commission nationale des élections, fait mettre en résidence surveillée ses principaux concurrents et fait arrêter quelques-uns de leurs sympathisants. Alors que tout indique qu'il serait battu, il est proclamé élu à plus de 52%. C'est alors qu'un ministre français s'y rend, et, prenant à contre-pied l'indignation générale d'après "hold-up électoral", constate que ça s'était passé de façon démocratique. Il a donc apporté le soutien de la France à une imposture politique. Conséquence, une année de stagnation pour le

Niger plus tard, "un malencontreux accident" et le président nigérien (Général Baré) s'en est allé, en avril 1999, soit 3 ans après son premier putsch.

3 - Instruit par le même scénario, le président togolais sophistiqua à peine son hold-up électoral, certain qu'en ce qui le concerne, il n'y aurait pas de "malencontreux accident". Il se réinstalla au pouvoir contre vents et marées, convaincu qu'il recevra le soutien de la France. Ce qui fut fait en juillet 1999, directement de la bouche du président français de l'époque ! Amnesty International, pour un rapport accusant le régime togolais de violations massives des droits de l'Homme, fut houspillé en passant. Après avoir promis au Président de France de quitter le pouvoir en 2003, le "timonier national" s'y était plutôt réinstallé pour 5 ans, toujours avec la bénédiction du même président de France, malgré la « parole de soldat » non tenue.

Quand il mourut, puisque nul n'est immortel, son clan, à travers son fils, confisqua le pouvoir et rien ne put arrêter les "debascherries" (selon M. Konaré) et "la pauvreté morale et éthique" (selon M. Diouf). Ainsi, une mascarade électorale plus tard, le fils fut légalisé à son poste de Président du Togo, mais de quel Togo ? Le spectacle des soldats armés pillant et courant avec les urnes devant des électeurs terrorisés a fait le tour des télévisions. Des dizaines de milliers de togolais se sont réfugiés dans les pays voisins pour fuir les violences post électorales. Ce pays est toujours entrain de « rechercher » on ne sait quelle solution de sortie de crise.

4 - Même spectacle en Guinée, en 1998, sous un autre emballage. La France fut le premier, et le seul à l'époque, de l'Union Européenne, à reconnaître l'élection de Conté et là aussi, par le Président de France lui-même en juillet 1999 ! Fort de tout cela, le président Conté, devenu de plus en plus vapoureux, s'était fait une sorte de dieu inaccessible et au-dessus du dialogue avec quelque guinéen que ce soit. En prime, ses partisans en ont fait un "dirigeant" tellement "grand" que la Guinée, paraît-il, ne pouvait plus se passer. La jeunesse guinéenne n'a jamais cessé de crier au secours par des lettres posthumes tirées des corps, eux-mêmes tirés des trains d'atterrissage des avions à destination de l'Europe et par des manifestations sauvagement réprimées en Guinée. Finalement, ce sont les syndicats qui avaient réussi à obtenir, moyennant quelques dizaines de morts, des avancées significatives pour ce pays. Après un an de mise en œuvre, ces avancées avaient commencé à tanguer et depuis, la Guinée était en stagnation jusqu'au décès du Général Président, puisque nul n'est immortel. Mais à peine la nouvelle annoncée que l'incertitude et la confusion envahissent ce pays : le pouvoir est usurpé par une fraction de l'armée, sur le corps en attente d'enterrement du défunt président, comme lui-même l'avait fait au corps de son prédécesseur une génération plus tôt (avril 1984).

5 - Sur un autre registre, on a vu les conséquences des "nobles" prises de position d'un ministre français, à propos de la Côte d'Ivoire et du Général Gueï au pouvoir, en 2000. Positions qui prenaient à revers les ci-dessus rappelées. Les conséquences, pour le Général qui s'est logiquement demandé pourquoi pas lui, fut le raidissement, les farces de l'indignation "populaire" contre la France et du soutien "populaire" au Général "bien-aimé". Puis ce fut le plagiat simiesque du hold-up électoral. On aurait pu en sourire simplement, mais cela a coûté plus tard à la Côte d'Ivoire le spectacle révoltant que le monde a vu à la télé : charnier de Yopougon, cadavres jonchant les rues (dont celui du Général lui-même) que sillonnent des jeunes, gourdins en mains : les uns ivres d'ivoirité et les autres armés d'anti-ivoirité.

C'est sur ce même scénario, "pourquoi pas moi" et les farces du soutien populaire au bien-aimé Président, que la junte en Mauritanie a fonctionné et réussi à se « légaliser » au pouvoir, que le chef d'Etat nigérien a tout bravé pour se réinstaller « légalement » au pouvoir, que le président guinéen

actuel, « le phénomène Dadis », était entrain de tenter sa chance, au prix de dizaines de morts et de bien d'autres atrocités.

En termes d'exigence de respect de la bonne gouvernance et des droits de l'Homme en Afrique, les dirigeants politiques français, en tout cas ceux qui comptent, semblent évoluer de paradoxe en paradoxe : constamment aux menus soins des tyrans et prédateurs au pouvoir en Afrique, ils en ont fait des "amis personnels" qu'ils approvisionnent en divers gadgets de maintien au pouvoir, de violence qui encadrent des urnes transparentes aux verdicts biaisés ou franchement opaques. Mais quand un Général français à la retraite comme Aussaresses témoigne hardiment, "militairement" de ses "hauts faits d'armes" d'il y a plus de 50 ans, en Algérie alors française, les dirigeants politiques français jouent les catastrophés et exigent des sanctions. Le "politiquement correct" eût voulu qu'il pleurnichât ses confessions, qu'il regrettât ou **fisse** semblant de regretter ce qui lui avait valu ses décorations. Seulement, ces forfaitures (ou ce qui est aujourd'hui reconnu comme telles) ne sont que le côté revers bien connus en Afrique de la même et longue tradition française en Afrique, depuis les colonnes de Voulet-Chanoine, le camp de Thiaroye, aux actuels consultants et conseillers juridiques, fiscaux et militaires qui écument sans vergogne les finances des pays africains.

Les français et les autres doivent retenir que c'est presque toujours sous la poussée des peuples et des pressions étrangères, que la plupart de ces dirigeants se sont résolus, avec beaucoup de mauvaise volonté et de mauvaise foi, à se "soumettre" à des légalités constitutionnelles. Comme les blancs veulent qu'on s'amuse, on va s'amuser, disait à peu près un ministre ivoirien à propos des élections multipartistes. Et cet ancien maire de Paris serait en droit de penser qu'il n'avait pas tort, lorsqu'il disait que « l'Afrique n'est pas mûre pour la démocratie » : depuis, il est vrai que les guerres civiles n'en finissent pas, les putschs se poursuivent au même rythme, l'incertitude plane sur la Guinée et le Niger, constamment sur le Togo, l'Afrique a fait aussi son génocide et un autre, en incubation avancée en Côte d'Ivoire, serait en passe d'être évité, bien que cela « balance et ré-balance » comme le cœur d'un chanteur de ce pays.

Et pourtant...

L'Afrique doit incessamment retomber sur ses pieds ou sombrer dans la barbarie. Les dires et comportements politiques offerts en exemples et les réactions consécutives doivent y concourir. Autrement, l'inévitable recentrage sur l'humanité se fera de façon autoritaire et violente (guerres civiles, soulèvements populaires, coups d'Etat, etc.). Les résistances au déficit de progrès (stabilité, paix sociale et développement humain) sont si fortes que, conjuguées à la complicité ou à l'indifférence des puissants du monde, le retour à la barbarie est du domaine du possible. Et face à cela, ni résolution internationale, ni prescription constitutionnelle, qui les interdirait, n'aurait de légitimité ou d'intérêt pratique. Les populations africaines voient leur constitution transgressée et malmenée, régulièrement déracinée et replantée à la hâte au gré des ambitions des clans au pouvoir. Il est clair que s'il arrive un renversement violent de la légalité, aucun citoyen ordinaire, désintéressé, ne défierait un pouvoir illégal qui prétendrait à une éventuelle légitimité, pour défendre un pouvoir illégitime qui se réclamerait de la légalité. Le premier est potentiellement porteur, alors que le second est déjà traître de ses espoirs. Ces résolutions offriraient plutôt des prétextes légaux à des guerres civiles, animées à coup de mercenaires par des dictatures "constitutionnelles", renversées illégalement (ou menacées de l'être) par une "légitimité" populaire ou populiste.

A force d'ingérences extérieures contre démocratiques et de recettes de développement absurdes, l'Afrique est arrivée à un stade où un désaveu populaire n'a pas de sens pour les équipes dirigeantes qui se refusent à le reconnaître, à plus forte raison en tirer les conséquences. Ils savent, par l'histoire coloniale et néocoloniale que l'on peut s'imposer, le temps d'une vie de règne, à une population, au besoin par la violence. Et depuis peu, ils savent qu'ils peuvent se faire succéder par un de leurs prodiges et prodiges "rejetons".

Le même raisonnement vaut pour beaucoup d'oppositions qui cherchent d'abord leur légitimité du côté de l'Occident. Une déclaration favorable d'un ministre occidental ou d'un Ambassadeur français est plus recherchée et plus considérée qu'une mobilisation de résistance intérieure des populations. Et ces dernières, de guerre lasse, ont perdu confiance en leur fonction politique et se sont démobilisées, après les quelques lueurs d'espoirs d'après indépendance, puis d'après Baule. Ainsi, la majorité des citoyens est devenue indifférente au jeu politique et les élus (toutes tendances réunies) le sont régulièrement avec moins du tiers du potentiel électoral.

Dans ces conditions, comment réussir, l'émergence d'une opinion publique nationale confiante, combative et consciente de sa force, de sa capacité à changer substantiellement et durablement une situation en sa faveur ? Et comment réussir l'éclosion d'une classe politique responsable, digne et patriotique en Afrique, des dirigeants qui chercheraient leur propre grandeur à travers celle de leur pays et non l'inverse ? Les opinions et peuples africains, régulièrement muselés, vaincus ou grugés quand ils résistent, ne peuvent que s'en laisser au bon vouloir de l'Occident, et sa jeunesse, chercher à y émigrer.

Comment l'Afrique mûrirait-elle pour la démocratie, si elle continue de végéter sous le poids des tyrannies prédatrices, parfois sanguinaires et, surtout, si ces tyrannies sont renforcées, ferrillées et bétonnées par les soutiens de présidents français au point d'inspirer, cautionner et accompagner leur transmission de père en fils ? Au point d'avoir souvent à gérer, étouffer ou camoufler des crimes politiques où des français sont parfois victimes (cas du juge Borel en Djibouti, des journalistes Philippe de Dieuleveult au Zaïre, Gui André Kieffer en Côte d'Ivoire, etc.) ?

On pourrait, au moins, laisser l'Afrique balbutier le brouillon de son presque demi-siècle de souveraineté internationale, dans des options tendanciellement démocratiques, au lieu de l'en dérouter et de constamment l'embrouiller en soutenant durablement l'illégitimité, les dictatures prétextées légales et leurs animateurs ! Le désespoir des jeunes africains est là !

Et un des remèdes, visible et accessible, même s'il est sans garantie à court terme, c'est l'alternance, même artificielle ou forcée, pour la simple raison qu'elle porte et réveille alternativement les espoirs des populations, elle exproprie virtuellement le pouvoir d'Etat, qu'il soit gâteau ou pas, de tous les clans qui se le disputent, elle habilite et enseigne le fait qu'il n'est pas possible de faire une bonne carrière en tant que haut fonctionnaire « acquis » à un régime en particulier. Les prédateurs des deniers publics, les fraudeurs et trafiquants qui comptent sur l'allégeance à un pouvoir en particulier verront de temps à autre leur couverture se déchirer malgré les retournements de vestes, toujours possibles. Ainsi, progressivement (cela prendrait une ou deux générations), une autre mentalité naîtrait et se développerait au niveau des hauts fonctionnaires et des opérateurs économiques : un esprit d'objectivité, d'indépendance ou d'autonomie dans l'exécution de leur mission de service public et dans leurs activités économiques.

En guise de conclusion

Si on fait le point, les peuples africains ont été victimes d'esclavage et, nous a-t-on enseigné, ont été libérés depuis les métropoles occidentales par Napoléon. Ils ont été colonisés et, nous a-t-on enseigné, décolonisés depuis les métropoles occidentales par De Gaulle. Ils ont été asservis par des dictatures à parti unique après leur indépendance et, nous a-t-on enseigné, libérés depuis la Baule par Mitterrand. Beaucoup de peuples africains sont de nos jours sous le joug de dictatures multipartistes et espèrent en être libérés par Sarkozy depuis la Métropole. C'est ce qui est dans les esprits, ce qui est espéré. Nous en sommes là !

C'est le même état d'esprit sur les plans social et économique : il semble n'être de nul besoin, pour les politiciens et techniciens africains, d'avoir quelque chose à l'esprit : l'essentiel tombe des réseaux de bailleurs occidentaux, ne laissant place aux "bénéficiaires" africains que pour les formes et les teintes à donner. Certains pays évolueront de "pays pauvres très endettés" en "pays extrêmement pauvres extrêmement endettés" si entre temps, ils ne se sont pas "Somalisés" : des pays comme le Soudan, le Mali, le Niger, le Tchad, la Centrafrique, le Congo Démocratique, etc. n'arrivent pas à recouvrer une souveraineté sur l'ensemble de leur territoire politique, et les zones de non droit se développent aux périphéries de ces Etats, comme au large de la Somalie.

On était tous dans l'espoir que les amitiés et liens personnalisés entre les Chefs d'Etat français et africains prendraient fin avec la nouvelle génération d'hommes politiques qui a émergé en France avec Sarkozy. On a failli oublier que ces liens ont été créés et entretenus, et que les Chefs d'Etat intéressés à ce jeu ne rateront pas l'occasion de les recréer. Et de cette confusion des genres, les plages européennes souffrent, en accueillant et empestant régulièrement les cadavres des jeunes africains, allant hardiment à la mort ou, dans le meilleur des cas, à l'indignité d'une existence clandestine en Europe !

Aucun pays dans le contexte mondial actuel, surtout pas en Afrique, ne peut se passer des aides, des contributions et autres interpellations par la communauté internationale. Mais ce n'est ni les implications, ni leur côté intempestif qui gênent tant en Afrique. Mais la nature et le contenu de ces implications qui, par des soutiens francs et nets à des régimes intrinsèquement contestables et effectivement contestés sur le terrain, élèvent au paroxysme des situations de frustrations et d'injustice.

Voilà une logique avec laquelle le nouveau Président de France et toute la classe politique française et européenne, doivent rompre ! Une logique à laquelle le citoyen français et les autres ne doivent plus se croire ou se dire indifférents. Pas seulement par pitié pour les « Bouts de bois de Dieu » mais pour protéger leur classe politique et l'avenir de leur pays. Ce qui se passe en Afrique politique, en ce qu'il a de négatif, peut irradier partout et en France, contaminer sa classe politique et induire sournoisement un recul de plusieurs décennies. Et les signes, il y en a :

- les expressions de goût de luxe extrême, tantôt aux frais de richissimes hommes d'affaires très présents en Afrique, tantôt aux frais du contribuable ;
- la migration de Besson, du camp Royal au camp Sarkozy et toute la suite : débauchage d'autres opposants par un Président omnipotent dans un système parlementaire ;
- l'affaire Jean Sarkozy et sa gestion médiatique, qui résume de manière éloquente, une dérive bananière de certains politiciens français.

En d'autres temps, tout cela aurait été considéré comme typiquement, sinon exclusivement africains. En effet, ils y sont bien connus sous les appellations aussi diverses qu'évocatrices : folies des grandeurs, ivresse du pouvoir, transhumance politique, pouvoir 'gâteau à partager', etc. Dans un pays comme la France, c'est un recul de la pratique politique. C'est dire que la relative bonne gouvernance, le respect de règles morales tacites pour le jeu politique, la relative force et indépendance de l'institution judiciaire et de la presse, le fonctionnement non partisan des institutions de la république, ne vont pas de soi. Il en est de même du mieux-être qui y attire mortellement les jeunes africains. Pour les sauvegarder et les maintenir durablement en France et en Europe, il faut combattre leur dévoiement partout ailleurs dans notre village planétaire.